

[Text]

provincial government outside Quebec. We do not have any in Quebec either.

The intention of this negotiation, the objectivity of the negotiation, is not to set up different rules for the allocation of funds. It is to put a framework around what we will do. For example, many people in Quebec, as you know, are apprehensive about the effect of the new law, about what will happen to the francophone majority in Quebec. They think the federal government will all of a sudden devote a billion dollars to *angliciser le Québec*. You read that in the papers.

Mr. Allmand: It would be nice to spend a billion dollars, but not to anglicize Quebec.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): It is completely untrue, as you know, because the only amount devoted to promotion is taken out of the \$20-million program. In Quebec it is only about \$2 million for the alliance, for example. They thought the intention of the federal government under the new law was perhaps to impinge upon *le milieu de travail*, for example, and to oblige francophones working in the aluminum plant in Arvida in my region to speak English. That is not the purpose. Nobody wants that in Quebec.

• 1645

If we negotiate with Quebec, it is only to confirm that what we intend to do is promote the translation of international seminars, for example. We saw unions setting up international seminars on different topics, and as everything was said in French, and since they had guests from all over the world, some people did not understand, so they asked for translation. They asked for money, and we provided money for that.

We intend to go on. We do not intend to threaten Quebec's majority, not at all. Nobody here wants to do that.

Mr. Allmand: Nor do I, so I will ask one last question. Last year Ottawa spent 10 times as much money with respect to the French minorities outside of Quebec as they did on the anglophone minority in Quebec with respect to the associations.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Promotion.

Mr. Allmand: Yes, promotion. Even if you consider that Quebec is ahead in institutions, it seems to me that the 10:1 ratio is not fair, and I said that when the Liberals were in power. As a Liberal, I was critical of that and asked them to change it.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): They resisted.

[Translation]

pas d'ententes cadres avec aucun gouvernement provincial à l'extérieur du Québec. En fait, nous n'en avons pas avec le Québec non plus.

L'objectif de la négociation n'est pas d'établir des règles différentes pour la répartition des fonds, mais bien d'établir un cadre à l'intérieur duquel nous pourrions travailler. Comme vous le savez, beaucoup de gens au Québec ont peur des répercussions que pourrait avoir la nouvelle loi et de ce qui se passera pour la majorité francophone au Québec. Ils pensent que le gouvernement fédéral consacrera tout à coup un milliard de dollars pour *anglicize Quebec*. C'est ce qu'on lit dans les journaux.

M. Allmand: Ce serait fantastique de pouvoir dépenser un milliard de dollars, mais pas pour angliciser le Québec.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Et cela est complètement faux, comme vous le savez, puisque le seul montant prévu pour la promotion émerge au budget du programme de 20 millions de dollars. Au Québec, ce n'est qu'environ deux millions de dollars pour l'alliance, par exemple. Ils croyaient que l'intention du gouvernement fédéral en vertu de la nouvelle loi était peut-être d'empiéter sur le milieu de travail, par exemple, et d'obliger les francophones qui travaillent à l'aluminerie d'Arvida, dans ma région, à parler anglais. Ce n'est pas le but. Personne ne veut une telle chose au Québec.

Si nous négocions avec le Québec, ce n'est que pour confirmer que nous avons l'intention de promouvoir par exemple la traduction lors de colloques internationaux. Certains syndicats ont organisé des colloques internationaux sur différents sujets, et tout se passait en français. Étant donné que les participants provenaient des quatre coins du monde, certaines personnes ne comprenaient pas, de sorte qu'elles ont demandé la traduction. Elles ont demandé de l'argent, et nous avons prévu des fonds à cet effet.

Nous avons l'intention de continuer. Nous n'avons pas l'intention de menacer la majorité au Québec, loin de là. Personne ne veut faire une telle chose chez nous.

M. Allmand: Ce n'est pas ce que je veux non plus. Je vais vous poser une dernière question. L'an dernier le gouvernement fédéral a consacré dix fois plus d'argent aux minorités francophones hors Québec qu'il n'en a consacré aux minorités anglophones au Québec pour ce qui est des associations.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Promotion.

M. Allmand: Oui, pour la promotion. Même si l'on considère que le Québec est en avance par rapport aux institutions, il me semble que le rapport de dix à un n'est pas juste, et je l'ai dit lorsque les Libéraux étaient au pouvoir. En tant que Libéral, j'ai formulé des critiques à cet égard et je leur ai demandé de corriger la situation.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Ils ont résisté.